

**AVIS PUBLIC
AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE
DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE
PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM**

Deuxième projet de Règlement no 90-58-118 adopté le 6 juillet 2026 modifiant le Règlement de zonage numéro 90-58

AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :

1. À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 16 juin 2026 sur le projet de règlement, le conseil municipal a adopté le deuxième projet de règlement no 90-58-118 intitulé :

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NO 90-58 CONCERNANT LES DISPOSITIONS APPLICABLES POUR UN TERRAIN DE COIN ET LES HAIES EN ZONE RÉSIDENIELLE

L'objet de ce règlement est de modifier diverses dispositions du Règlement de zonage no 90-58 afin d'assouplir et de préciser certaines normes applicables aux clôtures, piscines, pontages et certains bâtiments accessoires sur les terrains de coin en zone résidentielle, ainsi que d'ajuster certaines dispositions relatives aux haies applicables à l'ensemble des terrains résidentiels.

2. Les dispositions du second projet de règlement no 90-58-118 pouvant faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées afin qu'elles soient soumises à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2) sont les suivantes :

- 1) Modification des normes d'implantation applicables aux clôtures en marge avant pour les terrains de coin situés en zone résidentielle (Article 1);
- 2) Modification d'une norme d'implantation applicable aux haies, soit la distance minimale requise par rapport à la bordure de la rue ou, le cas échéant, de la limite du trottoir (Article 1);
- 3) Modification des normes d'implantation et d'aménagement applicables aux piscines et aux pontages en marge avant pour les terrains de coin situés en zone résidentielle (Article 2);
- 4) Modification des normes d'implantation et d'aménagement applicables à certains bâtiments accessoires en marge avant pour les terrains de coin situés en zone résidentielle (Article 3);
- 5) Modification de la hauteur maximale permise pour les haies en cours latérale et arrière (Article 4);

Une demande relative à l'une ou l'autres des dispositions mentionnées plus haut peut provenir de toutes zones résidentielles (zone concernée) ainsi que leurs zones contiguës.

**PUBLIC NOTICE
TO INTERESTED PERSONS ENTITLED TO SIGN
AN APPLICATION TO PARTICIPATE IN A
REFERENDUM**

Second draft By-law No. 90-58-118 adopted on July 6, 2026, amending Zoning By-law number 90-58

PUBLIC NOTICE is hereby given of the following :

1. Following the public consultation meeting held on June 16, 2026, on the draft by-law, the Municipal Council adopted the second draft by-law No. 90-58-118 entitled :

BY-LAW AMENDING ZONING BY-LAW NO. 90-58 CONCERNING THE PROVISIONS APPLICABLE TO A CORNER LOT AND HEDGES IN A RESIDENTIAL ZONE

The object of this by-law is to amend various provisions of Zoning By-law No. 90-58 in order to ease and clarify certain standards applicable to the fences, swimming pools, decks, and certain accessory buildings on corner lots in residential zones, as well as to adjust certain provisions relating to hedges applicable to all residential properties.

2. The provisions of the second draft of By-law No. 90-58-118 that may be the subject of an application by interested persons in order that they be submitted for their approval in accordance with the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (CQLR, c. E-2.2) are the following :

- 1) Modification of the siting standards applicable to fences within the front setback of corner lots located in residential zones (Article 1);
- 2) Modification of a siting standard applicable to hedges, namely the minimum required distance from the street curb or, where applicable, the edge of the sidewalk (Article 1);
- 3) Modification of the siting and development standards applicable to swimming pools and decks within the front setback of corner lots located in residential zones (Article 2);
- 4) Modification of the siting and development standards applicable to certain accessory buildings within the front setback of corner lots located in residential zones (Article 3);
- 5) Modification of the maximum permitted height of hedges within the side and rear setback (Article 4).

An application relating to any of the provisions mentioned above may originate from any residential zone (concerned zone), as well as from any contiguous zone.

Un croquis illustrant ces zones est joint à l'Annexe A, lequel fait partie intégrante du présent avis.

A sketch illustrating these areas is attached to Annex A, which is an integral part of this notice.

3. Pour être valide, toute demande doit :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et l'adresse d'où elle provient;
- être reçue, par courrier ou en personne, au bureau de la Greffière, à l'hôtel de ville situé au 17200 boulevard Hymus, Kirkland, Québec, H9J 3Y8, ou par courriel à greffe@ville.kirkland.qc.ca, **avant 16h30 le 31 juillet 2026**.
- être signée par au moins douze (12) personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas vingt et un (21).

4. Il est possible de formuler une demande de participation en utilisant le formulaire disponible sur le site Internet de la Ville à l'adresse suivante :

<https://www.ville.kirkland.qc.ca/avis-publics-2026>

5. Est une personne intéressée :

Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter en vertu de la loi et qui remplit les conditions suivantes le 6 juillet 2026 :

- être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle; et
- être domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande valide et être domicilié depuis au moins six (6) mois au Québec;

OU

- être, depuis au moins douze (12) mois, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande.

Condition supplémentaire aux copropriétaires indivis d'un immeuble et aux cooccupants d'un établissement d'entreprise :

- être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant.

Condition d'exercice du droit de signer une demande par une personne morale :

- toute personne morale doit désigner parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui, le 6 juillet 2026, est majeure, de citoyenneté canadienne, n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi.

Les personnes morales, les copropriétaires et cooccupants doivent produire leur résolution ou leur procuration en même temps que la demande.

3. In order to be valid, an application must :

- clearly indicate the provision it concerns and from which address it comes from;
- be received, by mail or in person, at the Town Clerk's office, at the Town Hall, 17200 Hymus Boulevard, Kirkland, Quebec, H9J 3Y8, or by email at greffe@ville.kirkland.qc.ca, **before 4:30 p.m. on July 31, 2026**.
- be signed by at least twelve (12) interested persons in the zone from which it originates or by at least the majority of them if the number of interested persons in the zone does not exceed twenty-one (21).

4. It is possible to submit an application by using the form available on the Town's Website at the following address :

<https://www.ville.kirkland.qc.ca/public-notice-2026>

5. Is an interested person :

Any person who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on July 6, 2026 :

- be of full age, a Canadian citizenship and not be under curatorship; and
- be domiciled in a zone from which an application may originate and have been domiciled for at least six (6) months in the Province of Québec;

OR

- be, for at least 12 months, the owner of an immovable or the occupant of a business establishment located in a zone from which an application may originate.

Additional condition for undivided co-owners of an immovable and co-occupants of a business establishment :

- be designated, by means of a power of attorney signed by a majority of the co-owners or co-occupants, as the one entitled to sign the application on their behalf and to be listed on the referendum list, if applicable.

Condition for the exercise of the right to sign an application by a legal person :

- every legal person must designate among its members, administrators or employees, by way of resolution, a person who, on July 6 , 2026, is of full age, a Canadian citizen, who is not under curatorship and who is not disqualified from voting under the law.

Legal persons, co-owners and co-occupants must file their resolution or power of attorney at the same time as the application.

La résolution/procuration prend effet lors de sa réception par la Ville et demeure valide tant qu'elle n'est pas remplacée.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2).

6. Toutes les dispositions du deuxième projet de Règlement no 90-58-118 qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.
7. Ce deuxième projet de règlement peut être consulté par toute personne sur le site Internet de la Ville de Kirkland à l'adresse suivante :

<https://www.ville.kirkland.qc.ca/avis-publics-2026>

ou du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h30 au bureau de la greffière, à l'hôtel de ville situé au 17200 boulevard Hymus, Kirkland, Québec, H9J 3Y8.

DONNÉ à Kirkland, ce 22e jour de juillet 2026.

The resolution/power of attorney takes effect upon receipt by the Town and remains valid until it is replaced.

Except for the person who has been designated to represent a legal person, no one may have his or her name entered on the list in more than one capacity, in conformity with section 531 of the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (CQLR, c. E-2.2).

6. The provisions of the second draft By-law No. 90-58-118 for which no valid application is received shall be included in a by-law that does not require the approval of qualified voters.
7. This second draft by-law is available for consultation by any person on the Town's Website at the following address :

<https://www.ville.kirkland.qc.ca/public-notice-2026>

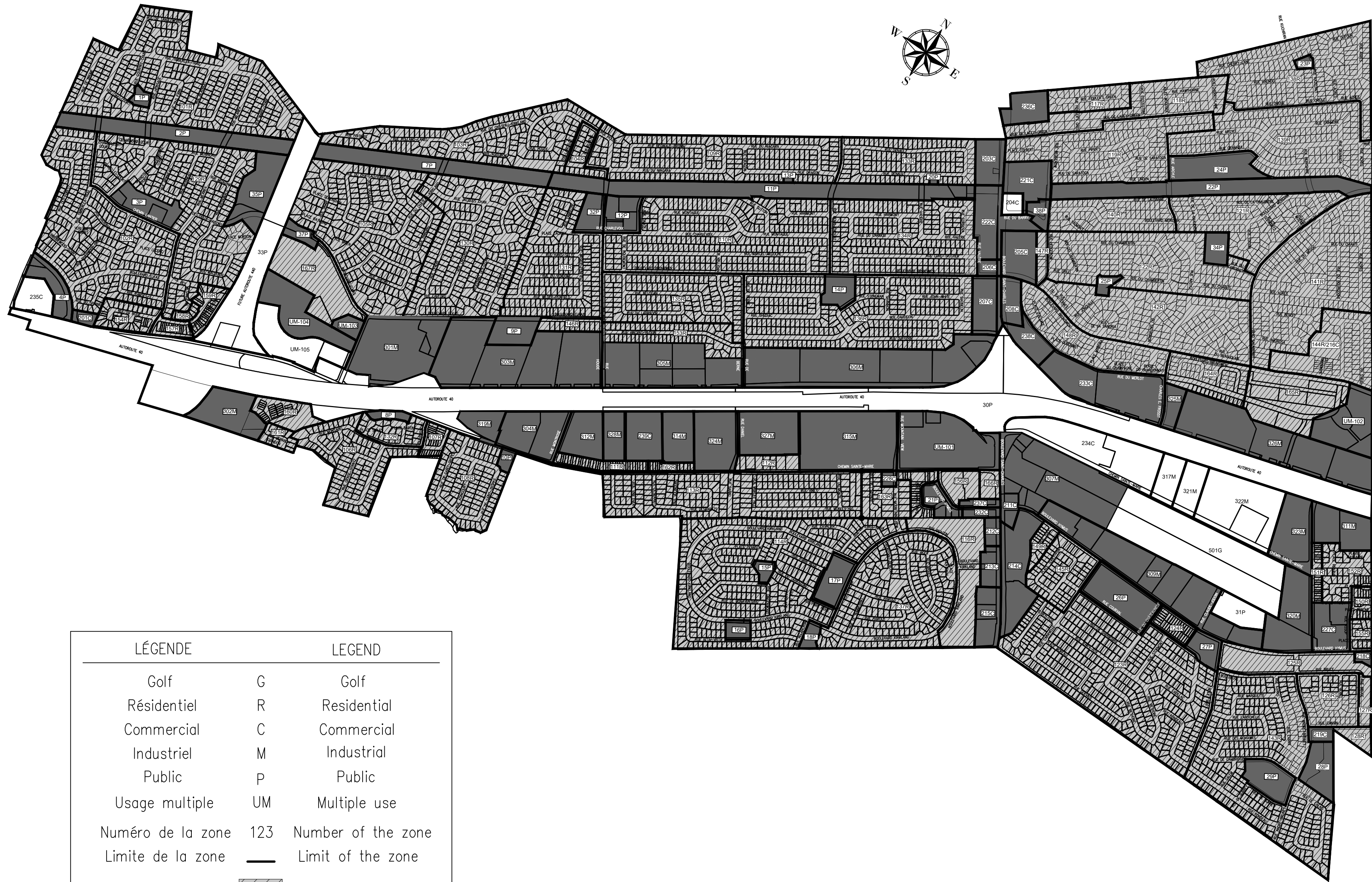
or Monday to Friday, from 8:30 a.m. to 12:00 p.m. and from 1:00 p.m. to 4:30 p.m. at the Town Clerk's office, at the Town Hall, 17200 Hymus Boulevard, Kirkland, Quebec, H9J 3Y8.

GIVEN at Kirkland, this 22nd day of July 2026.

Fabienne Gariépy, avocate/Attorney

Directrice des affaires juridiques et greffière / Director of Legal Affairs and Town Clerk

ANNEXE A / ANNEX A



LÉGENDE		LEGEND	
Golf	G	Golf	
Résidentiel	R	Residential	
Commercial	C	Commercial	
Industriel	M	Industrial	
Public	P	Public	
Usage multiple	UM	Multiple use	
Numéro de la zone	123	Number of the zone	
Limite de la zone	—	Limit of the zone	
Zone concernée		Concerned Zone	
Zone contiguë		Contiguous Zone	

